



Front syndical de Classe créé par des militants CGT et FSU
Site : www.frontsyndical-classe.org — Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« La lutte de classes est la base de l'unité. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT »

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » H. KRASUCKI

Le Front Syndical de Classe est affilié
à la Fédération Syndicale Mondiale



Georges Séguy au lendemain des élections législatives de 1978 remportées contre toute attente par la droite :
« Ce que les travailleurs n'ont pas pu avoir avec leur bulletin de vote, ils l'obtiendront par l'action. »

La régression sociale, c'est non ! Progrès social, paix, démocratie !

Un système médiatique confisqué par les plus riches qui assènent chaque jour une propagande totalitaire, un système politique qui donne la présidence et 75 % des députés à un parti représentant 15 % des électeurs, des euro-politiques uniques appliquées par la droite et par le parti « socialiste » depuis plus de 30 ans qui ont écœuré les jeunes et les classes populaires trouvant dans l'abstention de masse le moyen de protester, après le « sursaut Mélenchon » au 1^{er} tour de la présidentielle...

Le résultat est que le Medef et l'UE vont exercer directement le pouvoir en la personne du président-banquier Macron pour imposer leur potion amère aux classes populaires et favoriser toujours plus les profits des grands groupes privés avec au programme : ubérisation et casse du code du travail, privatisations, compression des salaires et des pensions, casse de l'indemnisation du chômage, de la sécu et des retraites par répartition, militarisation et Otanisation, euro-dissolution des conquêtes du CNR et de la souveraineté nationale et populaire, alignement culturel et linguistique sur les USA avec le retour en vue du TAFTA (grand marché transatlantique entre l'UE de Merkel et les EU de Trump)...

Bien entendu, le pouvoir sait que dans « le pays classique de la lutte des classes » qu'est la France, cette offensive généralisée entraînera une riposte du monde du travail d'autant que la période électorale n'a été marquée par aucun at-

tentisme social mais a connu au contraire de nombreuses luttes contre les fermetures d'usines ou de services hospitaliers (plus de 1000 hôpitaux, ehpad, cliniques, établissements de santé divers, en lutte depuis le début de l'année), contre la criminalisation du syndicalisme ou l'épuisement au travail, pour des augmentations de salaires et les conditions de travail (commerce, conducteurs matières dangereuses, chauffeurs Uber...).



L'idée du pouvoir est donc aussi d'en finir une fois pour toutes avec la résistance populaire française admirée dans de nombreux pays étrangers en lui infligeant une défaite décisive.

C'est pourquoi les grandes manœuvres sont entamées pour isoler la CGT et briser le Front Syndical qui mena la lutte contre la loi travail en 2016.

C'est pourquoi aussi Macron veut intégrer à la loi normale les mesures d'exception de l'État d'urgence (permettant au préfet d'interdire n'importe quelle manifestation, site internet ou d'assigner à résidence quiconque s'en prendrait à la politique des pouvoirs publics...), allant jusqu'à susciter l'inquiétude du *New York Times* sans qu'en France les éditorialistes aux ordres ne s'émeuvent beaucoup. Il faut dire qu'ils n'avaient pas hésité à comparer le syndicalisme à du terrorisme et la CGT à Daesh l'an dernier en pleine lutte contre l'euro-loi el-khomri...

Sans attendre que le gouvernement daigne préciser ses projets dont nous connaissons déjà la dangerosité et l'étendue, l'urgence aujourd'hui est de soutenir toutes les luttes en cours et de préparer l'affrontement de classe qui vient en faisant tout pour être à la hauteur de l'offensive construite et planifiée par le pouvoir contre le monde du travail et les classes populaires. Et en posant la perspective d'un mouvement d'ensemble bloquant la production du profit indispensable pour gagner.

De nombreuses initiatives locales, départementales ou régionales de mobilisation sont d'ores et déjà annoncées en ce sens en particulier par des organisations de la CGT, à l'image de l'appel de la fédération CGT de la Chimie à

« engager une guerre totale de mobilisation et à construire un processus de luttes au plus haut niveau et dans la durée » ou de la manifestation du 27 juin à Paris à l'initiative de l'URIF avec pour mot d'ordre : *« la régression sociale sauce Macron, c'est non ! »*

Le Front Syndical de Classe appelle à participer massivement à toutes ces initiatives, à renforcer les liens intersyndicaux et interpro entre organisations de base, à mettre en lumière le lien entre toutes les contre-réformes à venir et à construire des plate-formes revendicatives offensives et unificatrices.

C'est bien le capitalisme en crise qui est responsable des régressions sans limite et des guerres impérialistes. C'est bien l'Union européenne, avec l'aide de la Confédération Européenne des Syndicats, qui pilote et formate les plans de contre-réformes dans tous les secteurs.

Et c'est bien le monde du travail public-privé, de la jeunesse, des retraités qui, unis, ont la solution entre leurs mains pour imposer un changement de société permettant tout à la fois de retrouver la voie du progrès social, de la paix, de la démocratie et de la souveraineté populaire.



Pour adhérer au Front Syndical de Classe

- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus)

Chèque à l'ordre de « Front Syndical de Classe » à envoyer au trésorier :

FSC/Jacky Omer, 11 rue de Tivoli, 13005 Marseille

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le trésorier ou écrire à frontsyndical.classe@laposte.net